

“Le PS et le CDH ont ouvert la voie au fédéralisme”

Entretien Vincent Rocour

Comme chaque année à pareille date, la Communauté flamande fait la fête. Pour le symbole: le 11 juillet 1302, les troupes du roi de France sont défaites par une armée “flamande”. Cette année, les circonstances seront un peu particulières. La N-VA et le CD&V planchent sur un accord de majorité, mais ils n’ont pas pu terminer leur négociation avant le 11 juillet. Jan Peumans, le président – “temporaire” – et président sortant du Parlement flamand ne s’en formalise pas. “Ce n’est qu’une question de jours”, minimise-t-il. Entretien.

De quoi allez-vous parler dans votre discours ce vendredi?

Je vais beaucoup parler du centenaire de la Grande Guerre. Je vais aussi un peu parler de la sixième réforme de l’Etat. Mais je ne ferais pas de commentaire politique. Un président doit être au-dessus de la mêlée.

Ne regrettez-vous pas qu’il n’y ait pas d’accord de gouvernement pour le 11 juillet?

La dernière fois, le projet d’accord était tombé le 10 juillet. Cette fois, cela tombera une semaine ou dix jours plus tard. Ce n’est pas un drame. Je préfère avoir de bonnes discussions et des accords clairs, même si pour cela, il faut prendre quelques jours de plus. Du reste, j’ai compris que la Wallonie et Bruxelles auraient un accord de gouvernement pour le 21 juillet.

Pourquoi un tel retard?

Le CD&V se trouve dans une position très différente par rapport à la précédente législature. Un parti qui perd sa position de plus grand parti a peut-être besoin d’un peu de temps pour s’adapter. La N-VA a décroché un tiers des députés au Parlement flamand. Les autres partis doivent s’y faire. Ce changement ne va pas de soi.

Vous pensez que ce changement de leadership entre la N-VA et le CD&V explique la lenteur des négociations en Flandre?

Cela pose forcément un peu de problèmes. Il n’y a cependant pas un mais deux leaders dans la négociation: Kris Peeters pour le CD&V et Geert Bourgeois pour la N-VA. On les retrouve toujours tous les deux sur les photos. Nous aurions pourtant pu dire: “Nous sommes devenus le plus grand parti, nous prenons la direction de la négociation”. Mais ce n’est pas ce que nous avons fait, la N-VA et le CD&V ont décidé d’avancer ensemble.

Ce qui n’a pas changé avec les élections, c’est le nom du président du Parlement flamand. Vous êtes toujours en place...

Je ne suis que président temporaire. Le président effectif sera désigné quand le gouvernement flamand sera formé. On verra bien.

- Circonstance particulière cette année pour la Fête flamande, célébrée ce vendredi.

- N-VA et CD&V n’ont toujours pas d’accord de gouvernement.

- “La N-VA est devenue le premier parti, commente Jan Peumans, président du Vlaams Parlement. Les autres partis doivent s’adapter.”

“C’était une façon de marquer une certaine solidarité et de montrer le bonheur que procure la victoire. S’ils avaient vraiment voulu mettre le drapeau belge, les gens n’auraient pas choisi un drapeau avec une publicité dessus.”

Est-ce que votre nomination, même temporaire, n'est pas le signe que vous serez reconduit à cette fonction pour cinq ans ?

Il n'y a pas eu de contre-candidature. Tous les partis ont trouvé logique que je reste président de l'assemblée jusqu'à l'installation du prochain gouvernement. Même l'opposition.

J'ai déjà rangé mon bureau. Si un autre président est désigné, il peut s'installer tout de suite. Nous verrons bien comment les partis au gouvernement se répartiront les postes. Moi, en tout cas, j'ai pris beaucoup de plaisir à la présidence du Parlement flamand.

Vous êtes donc clairement candidat ?

On n'est pas candidat à cette fonction. Les présidents de parti décident.

Craignez-vous une longue crise au niveau fédéral ?

Je n'ai pas de boule de cristal dans laquelle je peux lire l'avenir. Je ferais simplement deux constats. Le premier, cela concerne le regroupement des élections qui vient d'être décidé. C'est une mauvaise chose. J'ai participé à beaucoup de débats durant la campagne. De quoi a-t-on surtout parlé ? De pensions, d'indexation des salaires, de chômage... Des débats qui concernent le niveau fédéral. On a trop peu parlé de la Flandre.

Et le deuxième constat ?

Vous avez remarqué que les Régions n'ont pas eu besoin de nommer un informateur puis un formateur pour déterminer quels partis composeraient les gouvernements. Les partis ont négocié directement entre eux. En Wallonie, cela a été le PS et le CDH et en Flandre, la N-VA et le CD&V. Cela n'a pas traîné comme au niveau fédéral où deux démocraties coexistent. Je suis content de voir que les niveaux régionaux vont pouvoir commencer rapidement à travailler. Comme en 2010. A l'étranger, on se demandait comment la Belgique pouvait fonctionner malgré la crise politique. C'était grâce aux Régions.

C'est le signe que l'on est entré dans une logique confédéraliste ?

Un certain nombre d'observateurs de la vie politique belge ont observé que ce sont les partis les plus opposés au confédéralisme qui en ont ouvert la voie. Qui a commencé à négocier dans les Régions ? Le PS et le CDH, deux partis qui se déclarent tous les deux, surtout le CDH, les grands défenseurs de l'unité du pays.

Vous ne craignez pas que la N-VA soit écartée de tous les niveaux de pouvoir si une tripartite classique devait être formée au niveau fédéral ?

Cela voudrait dire que le PS et le CDH ouvriraient leur coalition au MR en Wallonie. C'est une question purement hypothétique.

Avez-vous regardé les matchs des Diables rouges ?

En tout, je les ai peut-être regardés pendant une heure. Ils ont bien joué. Mais je ne suis pas un grand amateur de football.

Vous n'avez pas été étonné de voir autant de drapeaux belges accrochés aux fenêtres partout en Belgique ?

C'était une façon de marquer une certaine solidarité et de montrer le bonheur que procure la victoire. S'ils avaient vraiment voulu mettre le drapeau belge, les gens n'auraient pas choisi un drapeau avec une publicité dessus. Ce que je trouve réjouissant, c'est que dans cette équipe, des joueurs comme Lukaku ou Kompany peuvent servir de modèles aux jeunes de Bruxelles.

La Flandre en retard sur l'agenda

Le ministre-Président du gouvernement flamand a ouvert ce jeudi soir à Courtrai la série des discours officiels donnés à l'occasion de la Fête flamande. Pourquoi Courtrai? C'est là que, en 1302, les troupes "flamandes" ont vaincu l'armée du roi de France. 712 ans après cette bataille épique, Kris Peeters (CD&V) s'est extirpé des négociations en cours en vue de former le nouveau gouvernement pour prononcer ce qui pourrait être son dernier discours de ministre-Président flamand.

Sans surprise, c'est l'autonomie de la Flandre qu'il a louée. Une "autonomie plus grande que ce qu'on osait rêver il y a 700, 100 ou même 50 ans". C'est évidemment une référence à la sixième réforme de l'Etat qui donnera à la Flandre une série de nouvelles compétences. Ce n'est évidemment pas un hasard. L'une des conditions posées par le CD&V pour accepter de former une coalition avec la N-VA, c'est que cette dernière accepte de mettre loyalement en œuvre cette sixième réforme de l'Etat qu'elle avait pourtant combattue au cours de la précédente législature. Kris Peeters n'a pas rompu la consigne de silence que les partenaires de la future majorité flamande se sont imposée. Mais il a donné une indication de l'orientation budgétaire qui serait prise. "L'autorité flamande, a-t-il scandé, peut et doit être plus svelte. Faire plus avec moins sera notre devise pour les cinq ans à venir."

Economies et psychologie

Cette nécessité de trouver de l'argent pour équilibrer les comptes et financer de nouvelles infrastructures – on évoque un effort à faire de 1,3 milliard d'euros au cours de la prochaine législature flamande – explique en partie la lenteur inhabituelle avec laquelle la N-VA et le CD&V négocient leur accord de majorité. En 2009, les partenaires avaient bouclé les négociations le 8 juillet, avant la Fête flamande. Et ils étaient 3 à l'époque – outre le CD&V et la N-VA, il y avait le SP.A. Mais l'ampleur des économies à réaliser n'était pas aussi grande.

Ce n'est cependant pas la seule raison. Comme le soulève le président – temporaire – du Parlement flamand, Jan Peumans, (lire ci-contre), le CD&V doit accepter qu'il n'est plus le premier parti, qu'il ne mène donc plus la danse. La N-VA doit aussi s'habituer à son nouveau rôle. Quand on mène la négociation, il faut savoir arrondir les angles, proposer des compromis. Pour les nationalistes, ce n'est pas encore un réflexe naturel. Et puis, il reste la question de la ministre-Présidence. Kris Peeters rêvait de rempiler pour un troisième mandat. Mais le rapport de forces lui est défavorable. Le poste reviendra à un N-VA – probablement Geert Bourgeois. Or, on imagine mal Kris Peeters redevenir simple ministre dans le gouvernement.

V.R.